

15/01/2020

DOCUMENT DE CONCLUSION

Événement du RAN - Visite d'étude virtuelle au Canada

23-24 novembre 2020

Visite d'étude virtuelle au Canada

Principaux résultats

La visite d'étude virtuelle au Canada (23-24 Novembre) a réuni 35 praticiens européens travaillant dans des collectivités locales, les forces de l'ordre et les forces de sécurité, les services pénitentiaires et de probation et l'action sociale. L'objectif de cette visite d'étude était d'explorer et d'échanger sur les problèmes et leçons tirées dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent (P/CVE). Une importance particulière a été accordée à la compréhension du contexte de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent au Canada, ainsi qu'à l'étude des instruments et outils destinés à détourner et/ou désengager les personnes de l'extrémisme violent dans ce pays. Les moments forts des discussions et les recommandations sont évoqués dans ce document de conclusion, entre autres les points suivants :

- Les praticiens du Canada et de l'UE pourraient bénéficier d'un **échange plus approfondi sur les phénomènes relatifs à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent**, comme le mouvement incel, les combattants terroristes étrangers (de retour) et les mouvements violents d'extrême droite. La première section du présent article expose brièvement certaines informations sur ces sujets. La deuxième section présente plus en détails les résultats suivants.
- Que ce soit au Canada ou en Europe, la pratique montre que, **comparé au travail en vase clos, le travail interinstitutionnel** reste un problème complexe. La confiance doit être établie entre toutes les parties prenantes pour qu'elles puissent établir des canaux de communication et des procédures fiables afin de disposer de toutes les informations utiles pour adapter leurs interventions à un cas donné.
- **outils d'évaluation de cas** et des « exercices de simulation » entre les acteurs des forces de l'ordre et ceux des secteurs psychosocial/communautaire peuvent : 1) contribuer à dresser une image globale d'un individu (radicalisé) ; 2) susciter une compréhension mutuelle ; 3) contribuer à distinguer les hypothèses des faits ; et 4) faire justice aux situations non linéaires, complexes et en évolution rapide sur lesquelles travaillent les praticiens.

Cet article est destiné aux praticiens de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent travaillant dans un contexte multidisciplinaire et cherchant à en savoir plus sur les méthodes de travail utilisées au Canada dans ce domaine. Dans la dernière partie de ce document, on trouvera une liste d'organisations et d'initiatives inspirantes.

Cet article commence par présenter brièvement le contexte et le phénomène de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent au Canada. Dans une deuxième section, il décrit les problèmes et les recommandations, en mettant l'accent sur le travail interinstitutionnel et les outils d'évaluation de cas. Pour finir, il présente une liste de pratiques inspirantes au Canada et évoque les futures occasions d'échange.

Contexte et points forts de la discussion

L'environnement de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent au Canada

Le 11 septembre 2001, les attaques menées contre les États-Unis ont constitué le point de départ des programmes canadiens de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Dans le cadre des politiques publiques, la transition vers une prévention multisectorielle a officiellement débuté en 2017, avec la création du Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence (Centre canadien). Le tournant psychosocial et préventif s'est achevé en 2018 avec le lancement de la nouvelle Stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence (Gouvernement du Canada, 2018). Depuis 2018, le Centre canadien a financé, par le biais de son Fonds pour la résilience communautaire, divers programmes, projets et lois destinés à limiter la radicalisation et la violence extrémistes au Canada. Son action a débouché sur la mise en place d'organisations et de programmes tels que le Réseau des praticiens canadiens pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (RPC-PREV), l'OPV, SHIFT, ETA et le projet Re-SET. Le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) a également été créé par la ville de Montréal en 2017. Ces organisations, qui œuvrent toutes à développer l'excellence dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, ont accueilli les praticiens européens participant à la visite virtuelle d'étude du RAN.

En ce qui concerne les phénomènes et les problèmes liés à ce contexte, les praticiens européens et canadiens voient à la fois des similarités et des différences. Quatre exemples en sont présentés ci-dessous.

Le mouvement incel

Au Canada, la misogynie violente est maintenant considérée comme une forme d'extrémisme idéologique. Cela est survenu en 2020, un jour après qu'un (présumé) membre du mouvement incel a pour la première fois été accusé d'actes de terrorisme ⁽¹⁾. Les incels se décrivent comme des « célibataires involontaires » et adhèrent à une idéologie de misogynie violente. Les incels, qui sont apparus sur des forums en ligne au milieu des années 2010 et prônent la violence à l'encontre des femmes, ont inspiré plus de 50 attaques aux États-Unis et au Canada. Les membres d'incel diffusent leurs idées par le biais de forums en ligne comme reddit ; on rapporte que certains d'entre eux sont également connus pour promouvoir les idées ultraconservatrices de la droite alternative. L'agression au couteau de février 2020 est la plus

Extrémisme de droite violent

L'extrémisme de droite violent progresse, que ce soit au Canada ou dans les États membres de l'UE. Au Canada, par exemple, le gouvernement a désigné en 2019 les groupes suprémacistes blancs Blood & Honour et Combat 18 comme étant des groupes terroristes ⁽³⁾. Cette année, l'Institute for Strategic Dialogue a publié un rapport affirmant que, sur les médias sociaux, plus de 6 600 pages/chaînes/comptes d'extrême droite violente ont été associés à des individus et des groupes basés au Canada. D'autre part, aux États-Unis, les manifestations contre le racisme systémique ont eu un large impact sur la montée récente des sentiments d'extrême droite, principalement en ligne ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Voir : [Adolescent inculpé pour le premier cas de terreur « incel » au Canada](#).

⁽³⁾ Voir : [Le gouvernement du Canada annonce des initiatives pour contrer l'extrémisme violent et le contenu terroriste en ligne](#).

⁽⁴⁾ Si vous êtes intéressé par l'intégralité du rapport, consultez : Institute for Strategic Dialogue (2020), [An Online Environmental Scan of Right-wing Extremism in Canada](#).

récente d'une série d'attaques perpétrées au nom d'Incel (les deux premières ayant eu lieu en avril 2018 et juin 2019) ⁽²⁾.

Combattants terroristes étrangers (de retour)

Les États membres de l'UE et le Canada sont confrontés au problème des combattants terroristes rentrant dans leur pays d'origine. Selon les autorités, on compte environ 250 individus à haut risque ayant un lien avec le Canada et qui se sont rendus à l'étranger pour participer à des activités terroristes ⁽⁵⁾. En comparaison, les pays européens sont confrontés à un nombre beaucoup plus élevé, avec un total d'environ 5000 citoyens de l'UE qui ont voyagé à l'étranger ⁽⁶⁾. Le Canada est en particulier confronté au problème du rapatriement, de la réadaptation et de la réintégration des femmes et des enfants. Les autorités ont mis en place un plan de coordination et attendent maintenant le retour de combattants terroristes étrangers. Comme dans de nombreux pays de l'UE, il existe un débat entre ceux qui souhaitent la mise en place de mesures destinées à rapatrier les combattants canadiens de Daesh et ceux qui ne sont pas favorables à une action de leur gouvernement allant dans ce sens.

Travail interinstitutionnel et partage d'informations

Le Canada étant un grand pays avec une population relativement faible, les praticiens peuvent avoir plus de mal à communiquer et échanger avec leurs homologues et à toucher les citoyens pour les informer des actions de prévention et d'intervention. Le fait de communiquer avec des praticiens européens pour d'échanger et apprendre les uns des autres constitue donc une précieuse occasion de partager des informations. Pour discuter des cas de radicalisation conduisant à la violence, il est important de réunir tous les acteurs concernés, un point sur lequel s'accordent les praticiens européens et canadiens. Ce sujet a été discuté plus en profondeur au cours de la réunion. Les principaux résultats de cette discussion sont mentionnés ci-dessous, l'accent étant mis sur une cartographie à l'échelle du Canada des collaborations en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, ainsi que sur les moyens de réunir toutes les parties intéressées pour examiner certains cas, dans le but de prévenir l'extrémisme violent.

Principaux messages et recommandations

Réseau des praticiens canadiens pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent

Sur son [site Web](#), le RPC-PREV propose aux praticiens divers outils et ressources. Il propose également des programmes de formation pouvant aussi bien porter sur un contenu spécialisé court (1 à 2 heures) que sur des programmes de formation adaptables pouvant durer jusqu'à trois jours. La rubrique « Pratiques pertinentes » contient plus d'informations sur leurs études systématiques ainsi que sur leur projet Partnering in Practice (Partenariat dans la pratique)

⁽²⁾L'environnement de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent au [Canada](#).

⁽⁵⁾ Voir : [Terrorism experts applaud minister's clarifications on returned foreign fighters](#).

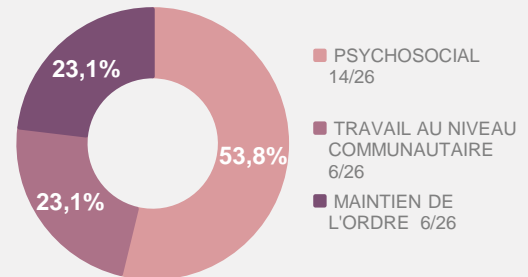
⁽⁶⁾ Voir : Europol (2018), [Rapport sur la situation et les tendances du terrorisme 2018](#),

Cartographie des collaborations en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent au Canada

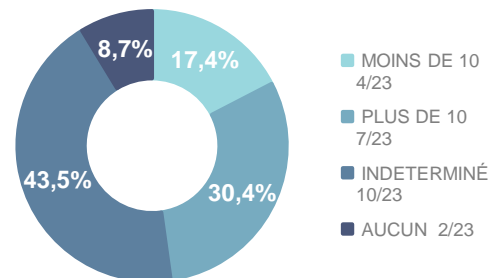
Le RPC-PREV a élaboré une [carte interactive](#) accessible aux praticiens aussi bien qu'aux membres du public désirant explorer les services disponibles dans l'ensemble du Canada ⁽⁷⁾. Cette page affiche les domaines d'expertise et le nombre de cas. Les organisations sont inégalement réparties dans le pays (elles se concentrent essentiellement dans les grandes villes du Québec, de l'Ontario et de l'Alberta) et de nombreuses régions manquent encore de ressources spécialisées. De ce fait, les praticiens des autres régions sont appelés à traiter des cas supplémentaires. Voici les principales informations pouvant être tirées de la cartographie des collaborations à l'échelle du Canada.

- Au Canada, les initiatives de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent sont très récentes, fonctionnent de façon cloisonnée et se déroulent essentiellement au sein de petits réseaux locaux non spécialisés.
- On observe des tensions entre le secteur psychosocial et les forces de l'ordre.
- De façon générale, les relations sont meilleures avec la police de proximité.
- Il est parfois difficile de collaborer avec la presse.
- La limitation des ressources financières crée un climat concurrentiel entre les organisations, ce qui peut générer des tensions et rendre plus difficile la mise en place et/ou le maintien de collaborations.

DOMAINES D'EXPERTISE DES ORGANISATIONS



NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS



Enseignements tirés de la cartographie du Réseau des praticiens canadiens ⁽⁸⁾ :

- **Promouvoir les échanges entre les praticiens et les communautés dans lesquelles ils travaillent**, afin de développer une meilleure compréhension des besoins en amont.
- Les organisations bénéficieraient du **développement de théories explicites du changement** articulées et conformes à leurs valeurs et missions fondatrices. Ces théories contribueraient à clarifier les objectifs et à garantir leur mesurabilité.
- Établir et encourager le **dialogue avec le secteur des médias**.
- Mettre en place des communautés de pratique ou des réunions pour des « **exercices de simulation** » entre les secteurs psychosociaux/communautaires et les secteurs police/sécurité. Cela permettra de développer des solutions consensuelles pour relever les importants défis dans le domaine (p. ex. reconnaissance mutuelle de la culture de ces secteurs, compréhension des cadres juridiques nationaux et provinciaux, traitement des problèmes de consentement, de confidentialité et de partage des informations).
- Les autorités doivent diversifier les sources de financement, en particulier pour les initiatives plus récentes, de moins grande ampleur et sous-financées dont le fonctionnement repose essentiellement sur le volontariat.
- Encourager les collaborations entre les communautés de la recherche et de la pratique en mettant la recherche en pratique.

⁽⁷⁾ Accédez [ici](#) au rapport complet sur la cartographie au Canada (en français).

⁽⁸⁾ Accédez [ici](#) au résumé analytique de la cartographie au Canada (en anglais).

Outils d'évaluation des cas

Au-delà de la cartographie du domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, réalisée par le Centre canadien et le RPC-PREV, le CPRMV a présenté son [outil Alvéole](#), un outil pédagogique d'évaluation de cas pour analyser les études de cas de radicalisation conduisant à la violence, qui peut être utilisé dans des contextes interinstitutionnels. Au cours de la visite d'étude, les participants ont joué un rôle individuel dans une étude de cas fictive, tel que le rôle d'un éducateur de rue, d'un enseignant, d'un patrouilleur, d'un agent de probation ou d'un conseiller clinique. Pendant la session interactive, les participants ont fait plusieurs observations :

- La force de l'outil tient à ce qu'il représente la réalité en mettant en jeu des **situations non linéaires, complexes et en constante évolution**.
- Le partage d'informations est essentiel pour obtenir l'**image globale d'un individu**. Dans les discussions sur le cas, il aide ensuite à cartographier les **facteurs de protection** d'un individu.
- En revanche, les limitations **du travail interinstitutionnel** apparaissent lorsque certains acteurs concernés sont absents ou qu'ils décident de ne pas partager certaines informations.
- Il faudrait intégrer une section structurée pour « recueillir les questions ouvertes » et une autre pour les « hypothèses ». Cela pourrait s'avérer utile dans le cadre des discussions de cas afin de **faire clairement la distinction entre les hypothèses et les faits**.
- Il existe des pistes potentielles pour élargir la portée d'Alvéole et le programme de formation qui lui est lié, dont la création d'un outil concret pour guider l'élaboration d'un plan de service personnalisé. Actuellement, le CPRMV travaille également sur des **versions numériques destinées aux discussions de cas**.



Figure 1 : Alvéole est une approche participative qui fait appel à l'expertise de différents acteurs du secteur de la prévention

Recommandations du CPRMV (spécifiquement pour les discussions de cas) :

- Faire preuve de respect, d'empathie et d'une écoute sans préjugé (*risque de stigmatisation*).
- Éviter de critiquer les croyances et les valeurs de l'individu. Ne pas s'opposer à ses arguments (*risque d'isolement*).
- Impliquer les organisations ou individus qui ont l'expertise nécessaire pour l'intervention (*risque d'aggravation*).
- Être attentif à ce que votre intervention ne déclenche pas une paranoïa liée un renforcement de la surveillance (*risque de peur généralisée*).

organisations désirant intégrer Alvéole à leur pratique peuvent contacter le CPRMV et organiser une session de formation adaptée à leur équipe. Les informations sur la formation sont accessibles [ici](#)

Pratiques pertinentes : Inspiration du Canada

- Le **Réseau des praticiens canadiens pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent** est un réseau fondé sur les données probantes et centré sur les praticiens qui recueille et soutient les meilleures pratiques, et encourage la coopération entre les différents acteurs du secteur ainsi que leur formation.
 - Le **projet Partenariat dans la pratique (VPIP)** est une plate-forme privée de praticiens qui leur permet d'échanger et de tenir chaque mois des discussions virtuelles sur des cas cliniques réels.
 - Le RPC-PREV réalise des **évaluations systématiques** qui identifieront et soutiendront les meilleurs modèles disponibles pour évaluer et contrer les risques de radicalisation violente. (Les évaluations seront publiées sur <https://cpnprev.ca/research-overview/>)
- Le **CPRMV** est la première organisation à but non lucratif du Canada destinée à la prévention de la radicalisation violente et à fournir une assistance aux individus affectés par ce phénomène. En plus de l'outil Alvéole décrit plus haut, le CPRMV propose également un **Baromètre visuel des comportements** qui aide les praticiens à identifier les signes de radicalisation.
- Le **Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence** a été lancé en 2017 et dirige les efforts du gouvernement canadien pour lutter contre la radicalisation menant à la violence. Le Centre canadien formule des orientations générales, y compris sur le développement et la mise en œuvre de la Stratégie nationale sur la lutte contre la radicalisation menant à la violence, et encourage la coopération entre les différents acteurs du secteur. Le Centre canadien a en particulier mis en place le **Fonds pour la résilience communautaire**, un outil essentiel pour soutenir les partenariats et l'innovation afin de lutter contre la violence au Canada.
- **Yorktown Family Services** utilise « ETA – P/CVE », une approche biopsychosociale habilitant les individus à dépasser les idéations créant des codépendances envers des idées et des groupes tournés vers la violence.
- La **Société John Howard d'Ottawa** propose des services de prévention et d'intervention, de sensibilisation, d'éducation du public et de partenariat avec les communautés. Leur groupe cible comprend les individus en conflit avec la loi ou en courant le risque, p. ex. dans son **programme de déjudiciarisation des jeunes**. Ce dernier, qui est destiné aux jeunes âgés de 12 à 17 ans, s'appuie sur les influences des pairs et sur des relations saines.
- **Shift BC** agit dans le domaine de la prévention secondaire. Il apporte une assistance aux individus vulnérables à la radicalisation menant à la violence. Shift propose un programme basé sur le volontariat avec un modèle adapté de plate-forme collaborative, fondée sur des données probantes et multisectorielle, également appelée Tableaux de situation, sur laquelle les cas sont discutés.

Suivi

Les participants canadiens et les praticiens européens ont convenu que les deux parties peuvent bénéficier d'un échange suivi sur le phénomène de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et sur les méthodes de travail en la matière. Voici quelques exemples de *thèmes* possibles : le mouvement incel, faire face aux combattants terroristes étrangers (de retour), soutenir la réintégration des femmes et des enfants rapatriés, traiter les problèmes liés à l'exposition à des traumatismes, et faire face aux mouvements violents d'extrême droite. De futurs échanges sur les *méthodes de travail et/ou outils* développés au Canada et dans l'UE pourraient d'autre part aider les praticiens, par exemple en ce qui concerne l'évaluation du risque, le travail se basant sur des éléments probants, la gestion de cas et la réintégration.

À lire et consulter également

- Counter Extremism Project. (2020). [Canada: Extremism & counter-extremism](#).
- Davey, J., Guerin, C., & Hart, M. (2020). [An online environmental scan of right-wing extremism in Canada](#). Institute for Strategic Dialogue, 19 juin.
- Gurski, P. (2019). [The foreign terrorist fighter repatriation challenge: The view from Canada](#). La Haye, Pays-Bas : Centre international de lutte contre le terrorisme – La Haye (ICCT).
- Plus d'exemples de travail interinstitutionnel ? Consultez l'article ex post du RAN(2018), [Strasbourg : son approche de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et ses partenaires interinstitutionnels](#).
- Le RPC-PREV publie régulièrement des articles et organise des [webinaires](#) présentant un intérêt pour les praticiens de tous les groupes de travail du RAN. Accédez [ici](#) à ses plus récentes publications.
- Le CPRMV propose aux praticiens des kits portant sur plusieurs thèmes. Retrouvez-les [ici](#).
- Besoin d'une meilleure compréhension théorique ou d'une nouvelle perspective sur un phénomène donné ? Découvrez le [Réseau Canadien de recherche sur le terrorisme, la sécurité et la société](#).